
Pertes et dommages liés au climat : une source d'instabilité et de destruction des communautés

Document d'orientation
Octobre 2021

Le changement climatique et les pertes et dommages qui en résultent constituent une menace pour le droit des communautés à protéger leur vie, leurs moyens de subsistance et leurs biens. La hausse vertigineuse des températures, l'augmentation des précipitations et des épisodes de fortes pluies qui en découlent, les vagues de chaleur plus fréquentes, l'élévation du niveau des mers, la salinisation des terres côtières et des eaux douces ne sont que quelques exemples des effets du changement climatique. Ces phénomènes ne suivent plus les schémas traditionnels. Les communautés locales ne peuvent plus se fier à leurs connaissances traditionnelles des phénomènes météorologiques, et il leur est de plus en plus difficile de prévoir ces événements avec précision. Ce ne sont là que quelques-unes des manifestations évidentes de l'impact négatif du changement climatique. Ces problèmes sont désormais la réalité quotidienne de beaucoup de personnes en première ligne.

Les gouvernements nationaux sont les principaux décideurs en matière d'action climatique, et ils doivent adopter des approches justes, efficaces et pratiques pour s'attaquer aux causes réelles du changement climatique et aux impacts que ce dernier a déjà sur les communautés les plus exposées. La prochaine conférence des parties (COP26), qui se tiendra à Glasgow du 31 octobre au 12 novembre 2021, offre l'occasion parfaite de le faire.

Après l'accord de Paris¹, les gouvernements nationaux doivent revoir leurs engagements en matière d'action climatique lors de la COP26. Ces engagements sont exprimés au travers des Contributions déterminées au niveau national (CDN), qui incarnent les efforts de chaque pays pour réduire ses émissions et s'adapter aux impacts du changement climatique. Les CDN soumis jusqu'à présent ne vont pas assez loin pour inverser la tendance actuelle à la hausse des températures mondiales. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les taux d'émission de gaz à effet de serre doivent être réduits d'au moins 45 % par rapport à ceux des années 2010. Toutefois, selon le rapport de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les CDN soumis par les pays ne représentent jusqu'à présent qu'une réduction de 30 % des émissions de gaz à effet de serre, soit loin de l'exigence minimale de 45 %. Cela laisse

¹ <https://unfccc.int/fr/processus-et-reunions/l-accord-de-paris/nationally-determined-contributions-ndcs/contributions-determinees-au-niveau-national-ndcs>



présager des événements extrêmes qui risquent d'exacerber les conditions déjà difficiles que connaissent les communautés les plus exposées.

La dynamique créée avant et pendant la COP26 devrait servir à encourager les États (en particulier les pays industrialisés et développés) à faire des efforts plus concrets pour augmenter le niveau d'ambition de toutes les nations, et à mettre en œuvre efficacement les engagements pris au niveau international. Cet engagement doit faire l'objet d'un rapport et d'un suivi.

Pour ce faire, les pays en développement ont besoin d'un processus formel de reddition de compte concernant les progrès réalisés pour éviter, minimiser et traiter les pertes et dommages, et pour faire le point sur les ressources mobilisées en faveur des communautés vulnérables au climat. La meilleure façon d'établir ces mécanismes et de les rendre efficaces est de retenir les pertes et dommages comme élément officiel des négociations de la CCNUCC. Au cours de la COP26, nous espérons que les États membres prendront la décision d'introduire la question des pertes et dommages comme point permanent de l'ordre du jour de toutes les discussions futures dans le cadre des COP.

Lors de la COP26, nous aimerions voir un engagement en faveur d'une action audacieuse dans trois domaines principaux :

1. Prévenir, minimiser et traiter les pertes et les dommages ;
2. Renforcer l'égalité des sexes et l'inclusion ;
3. Accroître les engagements financiers pour soutenir les pays et les communautés vulnérables au climat.

Les pertes et dommages liés au climat sont une réalité et doivent être traités efficacement

Le changement climatique a déjà des effets dévastateurs, qui dépassent souvent les possibilités d'adaptation des pays et des communautés. Nous appelons cet impact « pertes et dommages ». Le coût économique prévu des pertes et dommages dans les seuls pays en développement d'ici 2030 est estimé, selon les études, à 400 milliards de dollars US par an (Baarsch et al., 2015), et entre 290 et 580 milliards de dollars US (Markandya et González-Eguino, 2018). D'ici 2050, selon les mêmes études, l'estimation du coût économique des pertes et des dommages dans les pays en développement se situe entre 1 132 et 1 741 milliards de dollars US (Markandya et González-Eguino, 2018) et entre 1 et 1,8 trillion de dollars US (Baarsch et al., 2015)².

Les catastrophes naturelles ou les événements liés au climat (attribués ou non au changement climatique) causent déjà des pertes de plus de 300 milliards de dollars par an. À l'échelle mondiale, le coût annuel des pertes et dommages spécifiquement associés au changement climatique, d'ici 2030, est estimé entre 300 et 700 milliards de dollars, et

² <https://us.boell.org/en/unpacking-finance-loss-and-damage> (2021)

pourrait atteindre environ 1,2 billion de dollars par an d'ici 2060³.

Dans le cadre de son programme phare *Vues du front*, GNDR a mené des recherches sur la perception des risques au niveau local. Plus de 100 000 OSC, représentants des autorités locales et communautés ont été interrogés. L'analyse montre que plus de 60 % des personnes interrogées pensent que les principales menaces auxquelles est confrontée la génération actuelle sont les inondations, les sécheresses et le changement climatique⁴. Ces phénomènes affectent les activités tant agricoles que génératrices de revenus de nombreuses communautés. Ils provoquent des mouvements migratoires très importants et exposent les communautés à plus de fragilité. Pour certains répondants : « Les phénomènes météorologiques extrêmes ont un impact sur le système naturel et affectent la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance dans le monde entier »⁵. Pour d'autres, des sécheresses et des pluies torrentielles plus fréquentes entraînent, respectivement, une augmentation des feux de forêt et des inondations.

Pour ce qui est de l'impact direct, 50 % des personnes interrogées ont souligné les pertes et les dommages permanents causés aux logements et la perte des moyens de subsistance. 20 % supplémentaires ont mis en évidence les pertes et dommages subis par les cultures qui restent difficiles à restaurer.

Le changement climatique a un impact sur de nombreux aspects de la vie des populations, notamment un impact économique, comme mentionné ci-dessus. Mais ce phénomène est également responsable des déplacements forcés qui font retomber des communautés et des familles dans la pauvreté. Un projet de GNDR intitulé *Rendre les déplacements plus sûrs* a montré que les personnes déplacées (que ce soit en raison du changement climatique ou non) semblent être plus préoccupées par les questions d'ordre économique. L'augmentation du nombre d'événements liés au changement climatique entraînera davantage de déplacements et créera une situation qui portera un coup aux efforts de développement durable.

Par exemple, dans la communauté Banibangou au Niger, la dégradation de l'écosystème a été identifiée comme un facteur ayant provoqué un déplacement massif. La lutte contre l'impact du climat sur les écosystèmes a donc été une action clé pour réduire les déplacements de population. La communauté a travaillé à renforcer les digues existantes et à planter des arbres. Ses membres ont également organisé des séances de formation pour les femmes et les jeunes, orientées sur les activités génératrices de revenus, la pauvreté

³ <https://actionaid.org/news/2019/market-mechanisms-loss-and-damage-climate-finance-fail-human-rights-test>

⁴ Voir la plateforme des données de *Vues du front* à l'adresse : <https://vfl.world/explore-vfl-data/explorer-les-donnees/>

⁵ Concern Worldwide, « *how climate change threatens food security — and why we're all at risk* » [Comment le changement climatique menace la sécurité alimentaire - et pourquoi nous sommes tous en danger] 23 octobre 2019 disponible, en anglais, à l'adresse : <https://www.concernusa.org/story/climate-change-food-security/>,



étant un obstacle majeur à la résilience. Grâce à ces activités, les communautés (et les groupes de femmes en particulier) ont pu augmenter leurs activités de maraîchage et d'élevage.

Bien que les pertes et dommages affectent de nombreuses communautés et acteurs locaux de manière extrême, la question est rarement abordée avec la même urgence que d'autres discussions clés sur le climat (par exemple, les mesures d'atténuation et d'adaptation). Il faut que cela change. Les pertes et dommages doivent être traités avec le même degré d'urgence par les négociateurs climatiques. Les communautés les plus exposées ont besoin du soutien des décideurs pour faire face aux pertes et dommages causés par le changement climatique. Des plans, des engagements et des allocations budgétaires clairs doivent être convenus de toute urgence. Les États devraient adopter une approche écosystémique et donner la priorité aux investissements préventifs. Ils devraient financer des actions de conservation et de restauration des écosystèmes, afin de garantir les fonctions et les services des écosystèmes, et le maintien d'un équilibre naturel. Les communautés en première ligne doivent être indemnisées pour les pertes et dommages causés. Elles ont besoin d'une aide à la restauration et d'un soutien pour transformer leur vie et leur bien-être. Pour les populations touchées par le climat, nous avons besoin d'une transition équitable qui inclue les pertes et dommages aussi bien non économiques qu'économiques.

Les pertes et dommages doivent être traités par un ensemble de mesures urgentes et à plus long terme.

La **composante urgente** consiste à trouver des solutions immédiates, à savoir : la localisation des systèmes d'alerte précoce et l'allocation d'un budget pour un soutien précoce permettant d'affronter les impacts déjà importants du changement climatique pour les communautés les plus exposées. Ces solutions doivent s'appliquer aux agriculteurs, aux pêcheurs, aux communautés côtières et aux personnes menacées qui subissent les graves conséquences du changement climatique - telles que l'élévation du niveau de la mer, les inondations, la sécheresse, etc.

La **composante à long terme** porterait sur les effets cumulatifs du changement climatique, dont l'occurrence est irréversible. Les mesures à plus long terme comprennent la mise en place de systèmes d'alerte précoce permettant d'enregistrer les changements climatiques que nous connaissons. L'amélioration de la collecte et de l'échange de données, ainsi que la participation du niveau local à la réduction des effets par rapport aux projections climatiques, sont des aspects essentiels de l'amélioration des alertes précoces. Cette composante donnera la priorité à la prévention des catastrophes et permettra d'éviter des pertes et dommages supplémentaires. Des ressources adéquates, associées à une approche multirisque, doivent être mobilisées à cet effet.

L'accès aux informations climatiques est essentiel pour la résilience des communautés. Les résultats du programme GNDR *Vues du front* indiquent que plus de la moitié des communautés interrogées ne peuvent accéder aux informations pertinentes sur les risques

et la résilience⁶. Certaines agissent, certes, mais un soutien plus important est nécessaire. Par exemple, au Rwanda, les communautés étaient préoccupées par le manque d'accès aux informations, telles que les prévisions météorologiques, qui leur permettraient de se préparer aux catastrophes. Pour résoudre ce problème, ils ont collaboré avec des organisations locales en vue d'organiser des formations sur les connaissances en matière de réduction des risques de catastrophe, les données climatiques et les actions de résilience. En conséquence, ces communautés peuvent désormais accéder aux informations relatives au changement climatique et aux prévisions météorologiques, ce qui les aide à prévenir les futures catastrophes liées au climat.

Les acteurs locaux de Rosrovut, au Tadjikistan, ont travaillé ensemble pour remédier au manque d'intégration de la réduction des risques de catastrophe et des considérations climatiques dans les plans de développement locaux : ils ont commencé par installer des panneaux d'information communautaire dans divers centres communautaires. Sur ces panneaux, étaient affichés des informations sur les questions climatiques, la réduction des risques de catastrophes et d'autres sujets pertinents. Cela a stimulé les groupes communautaires à partager de nouvelles propositions et idées avec leur gouvernement local. Le gouvernement s'est à son tour engagé à prendre en compte ces idées lors de la révision du cycle de gestion des risques de catastrophes, et certaines de ces activités ont été proposées pour être intégrées au plan de développement local 2021-2025.

Les femmes et les enfants continuent d'être touchés de manière disproportionnée par le changement climatique

Les impacts climatiques, comme beaucoup d'autres catastrophes, affectent de façon disproportionnée certains groupes sociaux : les femmes et les enfants sont parmi les plus touchés. Les dynamiques de genre ont un impact à la fois sur la façon dont les femmes et les filles sont affectées par les catastrophes, et sur leur capacité à y résister et à s'en relever. Les inégalités entre les hommes et les femmes peuvent se traduire par un impact des catastrophes différencié selon le sexe, et ces impacts différenciés peuvent influencer la dynamique de genre, qui à son tour affecte la résilience future aux chocs.

Selon les données de *Vues du front* 2019,⁷, seules 15 % des femmes interrogées disent être incluses dans la conception des politiques et des actions de résilience. De même, la grande majorité des femmes, des enfants et des jeunes, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap⁸ indiquent qu'ils sont exclus de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des politiques et des activités de résilience.

La cartographie des conséquences du changement climatique doit être sensible au genre et transformatrice. Pour ce faire, il est impératif d'investir dans des actions d'information et de

⁶ <https://global-report.vfl.world/project/manque-de-renseignement/?lang=fr>

⁷ <https://vfl.world/explore-vfl-data/explorer-les-donnees/>

⁸ Plus précisément, 80 % des femmes interrogées, 85 % des enfants / jeunes, 83 % des personnes âgées et 87 % des personnes en situation de handicap



formation dédiées aux femmes. Ces actions auront pour objectif de renforcer l'autonomisation des femmes et de soutenir davantage leur engagement dans les processus nationaux et locaux liés au climat et à la résilience. Avec des capacités renforcées, elles seront en mesure d'accéder aux ressources, d'améliorer leurs capacités d'autogestion et, finalement, de contribuer au changement. Le leadership des femmes doit être renforcé si l'on veut mener une action efficace en faveur du climat. Sans l'inclusion des femmes dans la conception des activités et des plans, ces initiatives ne parviennent souvent pas à réduire les vulnérabilités intersectionnelles des femmes que seules les personnes exposées comprennent pleinement et sur lesquelles elles peuvent donner des conseils. Par vulnérabilité intersectorielle on entend : les vulnérabilités humaines-sociales, physiques, économiques et environnementales et les écarts liés à la prise en compte des femmes / filles et des hommes, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.

Les membres de GNDR travaillent déjà pour assurer l'inclusion et le leadership des femmes dans de nombreuses activités locales de résilience. Par exemple, les membres de la communauté de Wajur en Indonésie ont soutenu l'implication des femmes dans la planification des actions locales de résilience. Une évaluation participative avait identifié la sécheresse et les infestations d'insectes comme les principales menaces affectant les moyens de subsistance. Les femmes étaient les mieux placées pour expliquer ces menaces car elles sont les principales agricultrices et elles y sont confrontées plus régulièrement. En réponse à ces menaces, le groupe de femmes a demandé à être formé aux techniques d'agriculture résiliente. Les activités de formation comprenaient des techniques innovantes sur la manière de réduire le risque d'infestation par les ravageurs et d'améliorer la fertilité des sols. Ces techniques ont contribué à accroître la productivité et la stabilité des familles.

Au Niger, les communautés de Sargane, dans la région de Tillabéry, ont identifié la formation des femmes à la culture maraîchère comme une solution à la vulnérabilité des ménages. Au Niger, les femmes s'occupent de leur famille, tandis que les hommes voyagent ou investissent dans des activités génératrices de revenus à long terme. Au cours de la première année suivant la formation, plus de 50 femmes ont pu produire des tomates, des courges, des carottes et du moringa. Compte tenu des résultats obtenus, trois groupes de femmes font maintenant pression pour que cette initiative soit étendue, et elles négocient pour obtenir des terres et des ressources adéquates. La culture maraîchère a permis d'améliorer les revenus et l'approvisionnement alimentaire des communautés, renforçant ainsi leur résilience globale.

Pour ce qui est des aléas et catastrophes d'origine climatique, les enfants paient un prix élevé. Ils n'ont pas accès aux écoles, et leur vie est en danger lorsque les hôpitaux ne sont plus des lieux sûrs. Ils méritent d'être écoutés afin que les solutions prennent en compte leurs difficultés. Ils doivent être éduqués aux gestes d'éco-citoyenneté pour devenir des citoyens responsables et sensibles à l'environnement et au climat. Les décideurs doivent assurer leur croissance et leur développement en leur offrant des lieux sûrs pour leurs activités.

Une lutte durable contre le changement climatique doit inclure les personnes vulnérables dans les sphères de décision.

Le programme *Vues du front* 2019 a soutenu la mise en œuvre réussie de projets dans diverses communautés, dans le but d'améliorer la résilience et de promouvoir l'inclusion des différentes parties prenantes et l'adoption d'idées communautaires.

Les financements liés au climat doivent être augmentés de manière plus efficace et cibler l'impact du changement climatique sur les communautés les plus exposées

La lutte contre le changement climatique ne peut être efficace sans des plans financiers structurés qui répondent aux réalités des communautés sur le terrain et prennent en compte l'impact que le changement climatique a déjà sur les vies et leurs moyens de subsistance.

Les parties prenantes internationales, les acteurs nationaux et les partenaires techniques et financiers doivent travailler de concert pour définir un plan commun de financement de l'action climatique et de la résilience. Ce plan devrait couvrir tous les secteurs concernés, identifier les actions urgentes et promouvoir activement les expériences réussies en vue d'étendre la mise en œuvre. En particulier, des fonds devraient être fournis pour faire face aux pertes et dommages, ainsi qu'aux mesures d'adaptation globales.

Parmi les éléments clés susceptibles de soutenir une action accrue en faveur du renforcement de la résilience, de l'adaptation et des pertes et dommages on peut citer :

- **Localiser les informations sur le climat.** Le changement climatique affecte les moyens de subsistance et les activités génératrices de revenus des communautés locales. Une action climatique efficace devrait passer par les acteurs locaux et viser le renforcement de la résilience et la protection des moyens de subsistance des communautés. Les projections climatiques mondiales sont de plus en plus facilement accessibles, mais elles ne sont guère transposées au niveau local, là où les communautés doivent se préparer aux crises à venir. Pour ce faire, il est urgent de trouver des méthodes alternatives et simples pour faciliter l'accès à des informations climatiques fiables et locales, et amener les scénarios climatiques aux acteurs locaux (par exemple, la réduction d'échelle participative).
- **Travailler avec les organisations de la société civile pour recueillir les priorités locales et les intégrer dans tous les secteurs.** Les informations locales doivent guider les actions de développement au niveau local. Pour que cela soit efficace, il est important de travailler avec les organisations de la société civile, qui peuvent faciliter et mobiliser les communautés exposées et entrer en contact avec les décideurs. Ces organisations peuvent soutenir les efforts visant à intégrer les considérations relatives au climat et à la résilience dans les processus de planification locale et contribuer à l'établissement de liens efficaces entre les niveaux local et national.
- **Intégrer les connaissances locales dans la planification locale.** Les personnes en première ligne de la crise climatique doivent être associées aux processus

décisionnels et leurs connaissances et expériences doivent être prises en considération. Les membres de GNDR aident les communautés les plus exposées à s'engager auprès de leurs représentants locaux et à contribuer aux processus de planification de la résilience : plus de 150 communautés les plus exposées ont travaillé avec les autorités locales pour renforcer la résilience locale. Les expériences de ces communautés soulignent l'efficacité accrue, au niveau local, d'une planification qui tient compte des risques et des facteurs sous-jacents de vulnérabilité.

- **Faciliter la collaboration entre les organismes de recherche et les actions communautaires.** Le processus d'identification de solutions inclusives et fondées sur la nature nécessite une collaboration plus étroite entre les institutions de recherche et les acteurs communautaires. Cette collaboration permet d'élaborer des solutions basées à la fois sur la réalité du terrain des communautés et sur des analyses techniques et scientifiques. Elle se traduirait par des mécanismes concertés qui valorisent et tissent entre elles les connaissances locales et scientifiques. Cela favorisera la traduction pratique des solutions techniques aux défis posés par le changement climatique.

Lors de la COP26, il est prévu que les pays conviennent d'un plan ambitieux pour les années à venir, qui comprendra un mécanisme financier clair s'appuyant sur la promesse actuelle de 100 milliards de dollars par an de la part des pays développés. Ce plan devrait non seulement donner la priorité à la réduction significative des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi renforcer les mesures d'adaptation et s'attaquer aux pertes et dommages. Ce plan doit servir d'instrument pour catalyser le changement et renforcer la solidarité avec les populations déjà touchées par les effets négatifs du changement climatique.